

## RÉSUMÉS

FABRICE BALANCHE, *La métropolisation et la mondialisation comme éléments d'instabilité dans le monde arabe.*

La «métropolisation» (c'est à dire la croissance des villes non contrôlée) et la mondialisation figurent parmi les circonstances qui ont les plus contribué aux révoltes ou révolutions arabes. Les régimes autoritaires dans le monde arabe ont été instaurés dans le cadre d'économies fermées et rentistes qui dépendaient essentiellement d'une majorité rurale. Vers 2011, des économies ouvertes avec des populations urbaines considérables s'étaient développées, sans pour autant stimuler les changements politiques correspondants, ce qui a bloqué et brisé le vieux pacte social. La baisse de la rente pétrolière indirecte, à la suite de la crise financière de 2007, a sans doute été le catalyseur de mouvements qui s'opposent à des régimes incapables de s'adapter à la nouvelle situation ou d'acheter la paix sociale.

Mots clefs: **métropoles, mondialisation, urbanisation, révolte, autoritarisme arabe.**

VINCENT GEISSER et MICHAËL BÉCHIR AYARI, *La Tunisie: une révolution du peuple ou de l'État?*

En raison de sa longévité et de sa stabilité, le système politique de la Tunisie a souvent attiré l'attention des chercheurs, qui parlaient d'un État autoritaire «presque parfait»: le régime de Ben Ali semblait obtenir le consensus de groupes divers, négociait avec eux et trouvait des formes d'accommodement, tout en conservant un État policier dans la pratique. Peu de spécialistes ont prévu la révolution de 2010-2011. La crise n'a pas éclaté soudainement, mais elle fait partie d'un long cycle politique. On a vu paraître des fractures dans le système, qui progressivement ont remis en cause

les sources de légitimité du pouvoir. Au-delà des théories du complot et des images idéalisées de la révolution, cet article analyse la formation d'un mouvement de contestation le long d'une période considérable, plutôt que d'interpréter la chute de Ben Ali de façon événementielle.

**Mots clefs: Tunisie, régime autoritaire, dictature, révolution, protestations, mouvements sociaux.**

YASMINE FAROUK, *La 'Révolution' en Égypte: des causes à exclure plutôt que des conclusions à en tirer pour l'instant.*

Les changements politiques qui ont secoué l'Égypte le 25 janvier 2011 mettent en question les études dominantes sur ce pays. Même s'il est compliqué de saisir et de préciser un phénomène récent qui continue d'évoluer, cet article s'appuie sur des oeuvres théoriques et des recherches empiriques pour établir ce qui n'est guère arrivé en Égypte et ce qui n'est pas en train de s'y produire. Au moyen de questionner des définitions scientifiques et des théories populaires qui n'ont pas été confirmées par les faits depuis le 25 janvier, cette méthode propose une façon de définir, en termes généraux, ce qui s'est passé vraiment en Égypte et même un pronostic concernant les défis auxquels il devra faire face dans l'avenir.

**Mots clefs: Égypte, révolution, démocratisation, mouvements sociaux, Islam politique.**

YAHIA H. ZOUBIR, *L'effondrement de la dictature de Kadhafi: quel avenir pour la Libye?*

En Libye, une dictature de quarante-deux ans s'est achevée en octobre 2011. Avec l'appui des pays occidentaux, un soulèvement armé a dû lutter pendant sept mois contre les forces loyales à Kadhafi. La chute de son régime a été bien vue par le Moyen Orient et l'Afrique du Nord. Cependant, à la différence de la Tunisie ou de l'Égypte, la Libye ne dispose pas d'une armée en forme ni d'autres éléments capables d'assurer la stabilité nécessaire à une transition politique. La nature tribale de la Libye et les

difficultés à désarmer les rebelles et d'autres groupes posent un grand défi aux nouvelles autorités de Tripoli. Si elle ne trouve pas la bonne solution à ces problèmes, la Libye devra traverser une longue période d'incertitude.

Mots clefs: **soulèvement arabe, intervention étrangère, opposition armée en Libye, transition politique, régime de Kadhafi, tribalisme.**

DJALLIL LOUNNAS, *L'Islamisme au Maghreb à l'aube des révolutions arabes.*

Le «printemps arabe» a éveillé l'espoir d'une démocratisation au Maghreb. Le long des années 1980 la contestation islamiste a très rapidement grandi. Sous prétexte de la combattre, les régimes autoritaires de la région sont restés au pouvoir jusqu'à une date très récente. Parmi les trois courants idéologiques dominants au Maghreb, deux d'entre eux –les prédicateurs et les islamistes légalistes– voient dans les révoltes récentes l'occasion de prouver que l'Islam et la démocratie peuvent coexister. Par contre, le troisième courant –celui des révolutionnaires islamistes– les considère comme une menace, étant donné que les populations de la Tunisie, du Maroc et de l'Algérie se sont soulevées pour exiger plus de droits et de liberté, non pas pour soutenir un projet révolutionnaire islamiste quelconque.

Mots clefs: **Printemps arabe, groupes islamistes, al-Qaïda, Maghreb, politique islamiste.**

AHMED AGHROUT, *Le Printemps arabe en Algérie: beaucoup de bruit pour rien?*

En Algérie, on a souvent vu des mouvements de protestation peu durables et locaux, avec des projets limités et des demandes précises. À la différence d'autres pays arabes ravagés par des soulèvements populaires en masse, l'Algérie en avait été épargnée jusqu'à présent. À titre préventif, les autorités ont proposé des réformes politiques pour acheminer le pays vers un gouvernement démocratique. Cependant, l'examen de ces réformes met en évidence que leur but n'est pas de modifier à fond le statu quo politique.

Cet article propose que ni les projets de loi, ni le débat à leur sujet ou leur mise en pratique ne suffiront à assurer les changements que souhaitent beaucoup d'algériens.

Mots clefs: **Algérie, protestations populaires, réformes politiques, partis politiques, démocratie.**

ABDESLAM MAGHRAOUI, *La bonne gouvernance au Maroc: un instrument du pouvoir absolu ou une technique pour combattre la corruption?*

Le Maroc est un exemple de ce à quoi peuvent aboutir les mesures techniques que recommandent les institutions d'aide internationale pour améliorer la gouvernance et diminuer la corruption dans les pays en voie de développement. Ces mesures comprennent le contrôle, la surveillance, la transparence et la responsabilité, afin de renforcer les structures, les procédés et les capacités institutionnelles, sans qu'il en résulte trop d'interférence avec le système politique du pays. Cet article se demande s'il est possible qu'une approche technique qui appuie la bonne gouvernance au Maroc parvienne à réduire la corruption, qui est le symptôme de troubles politiques plus profonds. Le but principal de l'article est de signaler le rapport pervers entre la «bonne gouvernance» et le concept de pouvoir technocratique aux dépens de la responsabilité et de la représentation politique.

Mots clefs: **corruption, bonne gouvernance, aide internationale, Maroc, pouvoir politique, gouvernement technocratique.**

MARTA TAWIL, *La politique étrangère de la Syrie dans le cadre de la révolte populaire.*

Cet article analyse la politique étrangère du président Bachar al-Assad depuis la révolte qui a commencé en mars 2011. Dans une atmosphère sociale et économique qui s'avère explosive, la stabilité du régime autoritaire est menacé par les circonstances internationales (les rivalités entre pouvoirs régionaux, l'intervention des puissances occidentales, les processus de

libération économique et de régionalisation) ainsi que par les difficultés internes. La faiblesse économique de l'État et la rupture de l'unité nationale ont compromis l'autonomie relative de la politique étrangère dont se vantait la direction du Ba'ath. Pour les mêmes raisons la Syrie risque de redevenir un pays mêlé aux conflits de la région et du monde.

Mots clefs: **Syrie, Bachar al-Assad, soulèvement, politique étrangère, économie.**

SEAN FOLEY, *Les états du golfe Persique et le printemps arabe en 2011.*

Lorsque les protestations politiques ont commencé en Tunisie, en décembre 2010, peu de personnes ont imaginé qu'elles allaient s'étendre jusqu'aux monarchies arabes du golfe Persique (Oman, le Bahreïn, le Koweït, le Qatar, l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis). Au bout de quelques semaines tous les monarques, du Koweït jusqu'à Oman, faisaient face au plus grand défi depuis plusieurs décennies. Pour rester au pouvoir, les dirigeants du golfe ont mis en jeu toutes sortes de ressources, internes et internationales, surtout leur légitimité historique en tant que gouvernants, qui date de la Première Guerre Mondiale. Cette légitimité explique pourquoi les monarques arabes n'ont pas fait comme Hosni Mubarak, qui a démissionné en février 2011.

Mots clefs: **printemps arabe, Bahreïn, Conseil de Coopération du Golfe, Maher Zahin, Arabie saoudite.**

Traducción de BERNARDO MABIRE